

Le **Fonds de Développement de la Formation professionnelle (FDFP)** sera central à la mise en œuvre du projet, tant sur le plan technique que financier. Il sera associé au processus de définition du modèle d'implication du secteur privé dans la gestion d'un établissement de formation professionnelle envisagé dans le cadre de l'action, afin qu'il puisse, par la suite, s'inspirer des facteurs de succès. Le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) sera également invité à coopérer.

Enfin, la **communauté des Bailleurs impliqués dans la formation professionnelle, l'emploi et la migration**, à savoir l'Agence Française de Développement, y compris Expertise France, la GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), l'OIM, ENABEL, le Millenium Challenge Corporation et la Banque Mondiale constituent des partenaires incontournables pour la réussite à long terme du projet, étant donné leur expérience et leur capacité à développer et approfondir le modèle de formation professionnelle et le modèle de migration circulaire créés.

Les **jeunes filles et garçons en manque de compétences** seront les bénéficiaires de l'Action. À travers des consultations élargies aux organisations de jeunes et de femmes, leurs besoins seront bien spécifiés et pris en compte, dans la mesure du possible, durant la mise en œuvre de l'action. Les filles auront spécifiquement besoin de séances de sensibilisation sur l'importance que requiert les filières du secondaire en vue d'accroître leur présence/formation dans ces secteurs, ainsi que dans le secteur du numérique/TIC.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est d'améliorer le capital humain et l'employabilité de la population en Côte d'Ivoire, y compris des populations les plus fragiles.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont :

1. La gouvernance, la qualité et la pertinence du système de formation professionnelle vis-à-vis des besoins du marché du travail sont améliorées.
Il s'agit de rendre le système de formation professionnel plus performant et de renforcer l'adéquation de l'offre de formation aux besoins du marché de l'emploi / secteur privé.
2. Un schéma de mobilité légale entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne est favorisé.
Ce schéma, permettra de promouvoir la migration circulaire visant à valoriser les talents Ivoiriens, les pays partenaires et les pays membres de l'Union européenne à la fois.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

- 1.1 Le système de gestion privée du réseau de centres de formation est mis en place, de manière pérenne
- 1.2 Le réseau de centres polyvalents de formation professionnelle est réhabilité et opérationnel
- 1.3 L'offre de formation professionnelle orientée par la demande d'emplois est renforcée
- 2.1 L'offre d'opportunités de formation pour la population ivoirienne au sein de l'UE est renforcée
- 2.2 Le retour des travailleurs migrants formés au sein de l'UE en Côte d'Ivoire est facilité et accompagné

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1

- Identification des entreprises partenaires
- Création des entités juridiques (GIE) et définition des statuts
- Développement du manuel de procédures qui prend en considération des aspects de droits humains (standard minimum du BIT – stratégie pour améliorer la participation des femmes et des personnes en situation de vulnérabilité et mesures d'égalité pour le personnel du réseau de centres de formation)
- Mise en place de partenariats public-privé avec le ministère de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage (METFPA)